



Soudan : après la chute d'Omar el-Béchir, les défis de la transition

Anne-Laure Mahé

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2019/4 Hiver** , PAGES 99 À 112

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037300065

DOI 10.3917/pe.194.0101

Date de mise en ligne : 09/12/2019

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2019-4-page-99?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.



Soudan : après la chute d'Omar el-Béchir, les défis de la transition

Par Anne-Laure Mahé

Anne-Laure Mahé, docteur en science politique de l'université de Montréal, est chercheur sur l'Afrique de l'Est à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM).

Le 11 avril 2019, le président du Soudan, Omar el-Béchir, a été poussé à la démission sous la pression de son appareil sécuritaire et des manifestants mobilisés depuis plusieurs mois. Cet événement a mis fin à trente ans d'un régime militaire et islamiste. Il marque le début d'une double transition – post-autoritaire et post-conflit – particulièrement complexe. Le maintien des militaires au pouvoir et l'inclusion des groupes rebelles constituent des défis majeurs.

politique étrangère

Le 17 août 2019, le Conseil militaire de transition (CMT) et les forces pour la liberté et le changement (FLC), réunissant partis d'opposition et organisations de la société civile, signent à Khartoum une déclaration constitutionnelle. Quatre mois après le coup d'État qui a renversé Omar el-Béchir et le régime militaire et islamiste qu'il dirigeait depuis 30 ans, ce document marque formellement le début d'une transition au Soudan, que certains espèrent démocratique. Elle doit prendre fin avec la tenue d'élections générales en 2022. Cette transition résulte en outre de la mobilisation continue, durant plusieurs mois, de milliers de Soudanais, dont la dynamique a démarré le 19 décembre 2018 à Atbara, au nord-est du pays¹. Ce jour-là, les habitants investissent les rues pour protester contre la hausse du prix du pain² et incendient les locaux du parti au pouvoir, le Congrès national (*National Congress Party*, NCP).

1. Comme le rappelle cependant Anaël Poussier, des manifestations du même type avaient déjà eu lieu le 13 décembre à Ad-Damazin ; mais cette ville située dans la région périphérique du Nil Bleu était moins propice à être érigée en symbole national qu'Atbara, dont l'héritage communiste et syndicaliste occupe une place importante dans l'historiographie soudanaise. A. Poussier, «How History Has Informed Sudan's Revolution», *Middle East Eye*, 9 août 2019, disponible sur : <www.middleeasteye.net>.

2. Celle-ci est en fait due à la suppression des subventions sur le blé, décision prise par le gouvernement sur recommandation du FMI, auprès duquel il espérait obtenir un soutien financier.

La contestation, dans laquelle les femmes sont fortement impliquées, s'étend rapidement à tout le pays, et progressivement à toutes les franges de la population, donnant une ampleur sans précédent à un mouvement dont les revendications vont bien au-delà des conditions de vie matérielles. Ce sont en effet le régime tout entier et son projet de civilisation islamiste qui sont rejetés aux cris de *Tasgut bas !* (« La chute, rien d'autre !³ »). Au début de 2019, les manifestations se transforment en routine, ce qui semble atténuer leur charge subversive. Mais le mouvement prend un virage déterminant le 6 avril, jour anniversaire de la révolution de 1985⁴, quand les manifestants parviennent à investir les rues avoisinant le quartier général des forces armées à Khartoum et y organisent un *sit-in* qui perdure jusqu'à sa dispersion violente le 3 juin. Cet espace devient rapidement le cœur de ce que les acteurs eux-mêmes appellent une révolution. Des convois de manifestants venus de régions plus ou moins lointaines, d'Atbara ou du Darfour, convergent vers ce lieu autogéré et investi par les artistes, où se construit un contre-modèle de société. Le *sit-in* accroît également la pression sur l'armée, que les manifestants appellent depuis le début du mouvement à se placer à leurs côtés, afin de reproduire le scénario des révolutions de 1964 et 1985. L'armée, en coordination avec la milice paramilitaire des Forces de soutien rapide (RSF) et les services de renseignement (NISS), intervient finalement le 11 avril pour pousser Béchir à la démission.

Pour les milliers de Soudanais qui ont participé à la contestation, la signature du document constitutionnel, puis la formation en septembre 2019 d'un gouvernement civil, représentent une étape cruciale dans le démantèlement de l'ancien système, entérinant institutionnellement et symboliquement la fin d'un régime devenu massivement impopulaire. Le travail pour rétablir l'économie soudanaise, accomplir la paix et mettre le pays sur la voie de la démocratie est titanesque, et les défis nombreux. La complexité de la transition découle en particulier du fait qu'elle est double, à la fois post-autoritaire et post-conflit, et implique donc une multiplicité d'acteurs dont les demandes et les intérêts ne sont pas nécessairement compatibles.

Quels sont les enjeux de cette transition et les défis auxquels font face les nouveaux dirigeants civils du pays ? Pour répondre à ces questions, il faut revenir dans un premier temps sur les racines de la contestation et

3. J.-N. Bach, « Ramadan de Sang. Le Soudan entre révolution et négociation », décembre 2018-juillet 2019, Note d'analyse 12, Observatoire de l'Afrique de l'Est, CERI, juillet 2019, disponible sur : <www.sciencespo.fr>.

4. C'est le 6 avril 1985 que le général Nimeyri, au pouvoir depuis 1969, est renversé par un coup d'État dans un contexte de mobilisation populaire remarquablement similaire.

la nature du régime renversé. Son héritage ne saurait en effet être effacé en quelques mois, et influence la transition. Il s'agira dans un deuxième temps de dresser le portrait des acteurs – individuels et collectifs – qui ont été au cœur des mobilisations, et font aujourd'hui la politique soudanaise, avant d'aborder quelques grands enjeux dont la gestion déterminera en large partie l'avenir du pays et de la région. Parce qu'elle s'inscrit dans un environnement régional où s'investissent de plus en plus de grandes puissances voisines et internationales – Émirats arabes unis, Arabie Saoudite, Chine, Russie⁵ –, la transition à Khartoum apparaît comme un enjeu dépassant les frontières soudanaises.

Les racines de la contestation

Expliquer comment et pourquoi une mobilisation de masse aboutit à un changement de régime est un exercice difficile, tant les facteurs sont nombreux et interagissent de façon complexe. D'autant plus dans un contexte où l'accès à des informations fiables sur les dynamiques de l'ancien régime, et en particulier de son appareil sécuritaire, a toujours été limité. Dans le cas du Soudan, l'un des éléments d'explication les plus importants est la crise économique, à la fois motivation initiale des mobilisations et contexte contraignant pour le régime.

La crise découle de la structuration de l'économie soudanaise telle que produite et entretenue par le régime de l'Ingaz – c'est-à-dire le régime du Salut – depuis 1989. Ce dernier a en effet développé un capitalisme de connivence fondé sur le clientélisme, le népotisme et le copinage entre acteurs des secteurs privé et public bénéficiant essentiellement à une classe moyenne d'entrepreneurs urbains⁶ qui formait la base du mouvement islamiste. Rappelons ici que le coup d'État de 1989, s'il prend les apparences d'un coup militaire classique, est en réalité le fruit d'une coalition entre les islamistes du Front national islamique (FNI) et une faction de l'armée partageant leur projet politique. Hassan al-Tourabi, dirigeant du FNI, détient officiellement le pouvoir jusqu'en 1999, date à laquelle une lutte de pouvoir avec Béchir aboutit à sa mise à l'écart.

L'émergence de la nouvelle élite économique générée par ce capitalisme de connivence permet de marginaliser les élites traditionnelles et

5. Sur ce sujet, voir par exemple F. Dazi-Héni et S. Le Gouriellec, « La Mer Rouge : nouvel espace d'enjeux de sécurité interdépendants entre les États du Golfe et de la Corne de l'Afrique », Note de recherche n° 75, Institut de recherche stratégique de l'École militaire, 29 avril 2019, disponible sur : <www.irsem.fr>.

6. R. Marchal et E. Ahmed, « Multiple Uses of Neoliberalism: War, New Boundaries, and Reorganisation of the Government in Sudan », in F. Guttiérrez et G. Schönwälder (dir.), *Economic Liberalisation and Political Violence. Utopia or Dystopia?*, Londres, Pluto Press, 2010, pp. 173–208.

leurs partis politiques, le parti Oumma et le Parti démocratique unioniste (DUP), qui dominent la politique soudanaise depuis l'indépendance en 1956. Ces formations sont basées sur des confréries soufies, et dirigées par les familles à la tête des confréries, les Mahdi et les Mirghani. Avec le début de l'exportation du pétrole en 1999, le pouvoir et ses alliés économiques vont délaisser les secteurs qui constituaient jusque-là la base de l'économie soudanaise, notamment le coton et l'agriculture, et construire une économie essentiellement tournée vers l'exportation.

Grâce aux revenus du pétrole, le régime peut mettre en place des politiques redistributives qui, si elles touchent avant tout la classe moyenne khartoumaise, permettent néanmoins d'acheter dans une certaine mesure la paix sociale et d'atténuer les impacts des sanctions internationales mises en place en 1997. Il se lance également durant cette période dans une entreprise de légitimation à travers un « agenda de la compétence » promettant le développement du pays par le biais de grands projets d'infrastructures, symbolisés par le barrage de Méroé⁷. Enfin, l'argent du pétrole finance massivement l'appareil sécuritaire, entretenant une véritable économie de guerre. Selon certaines estimations, 80 % de ces revenus sont investis dans les multiples guerres du régime, notamment au Sud et au Darfour⁸. Cette dépendance au pétrole met le régime en difficulté lorsque le Soudan du Sud, où se trouvent la majeure partie des puits, vote pour l'indépendance en 2011. Les conditions socio-économiques se dégradent progressivement au cours de la décennie. En 2018, l'inflation dépasse la barre des 70 %⁹, et les pénuries de pain, d'essence et de liquidités font partie du quotidien de la majeure partie des Soudanais, rendant au passage la crise particulièrement visible dans l'espace public.

La dégradation des conditions de vie explique donc en partie le déclenchement de la contestation, mais il ne s'agit que d'une partie de l'équation. La réponse du régime à la crise joue également un rôle, permettant notamment d'expliquer pourquoi la mobilisation a pu perdurer dans le temps. Ces dernières années, l'Ingaz a tenté de faire lever les sanctions commerciales mises en place par les États-Unis, l'Union européenne et les Nations unies, qu'il présentait dans son discours comme l'une des raisons majeures de la crise. Il s'agissait également de faire retirer le Soudan de la liste américaine des États soutenant le terrorisme, car cela bloquait l'accès aux aides des grandes organisations internationales.

7. H. Verhoeven, *Water, Civilization, and Power in Sudan: The Political Economy of Military-Islamist State Building*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015.

8. D. Large, « Arms, Oil and Darfur: The Evolution of Relations between China and Sudan », *Small Arms Survey*, n° 7, 2007, p. 4.

9. J.-N. Bach, « Ramadan de Sang », *op.cit.*, p. 9.

La poursuite de ces objectifs a conduit le régime à mettre en œuvre les politiques d'austérité suggérées par le FMI – dont la fin des subventions sur certains produits, suscitant ainsi davantage de mécontentement –, et à se lancer dans une véritable entreprise de réhabilitation de sa réputation à l'international. Dans ce contexte, la mise en œuvre d'une répression particulièrement létale du mouvement, comme cela avait été le cas lors des précédentes grandes mobilisations de 2013¹⁰, risquait de mettre à mal tous ces efforts.

Le régime a privilégié l'usage d'une répression moins visible

Le régime privilégia par conséquent une répression moins visible, recourant à l'intimidation, aux arrestations préventives et à la torture, à l'abri des regards dans la mesure du possible. Elle fut toutefois plus violente dans les régions périphériques qu'à Khartoum. À cet égard, la médiatisation du mouvement et la production d'images à forte charge symbolique sur les réseaux sociaux ont pu également contribuer à contraindre la capacité répressive du régime, en attirant l'attention des médias internationaux.

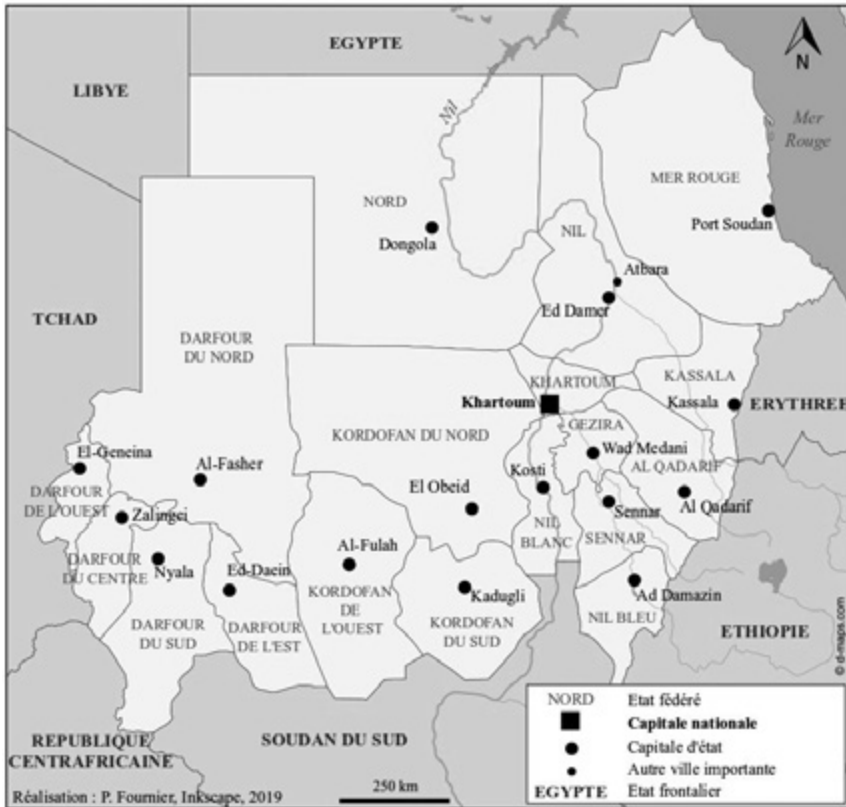
Face à cette mobilisation massive, la cohésion de l'élite au pouvoir s'est fissurée. Elle a d'ailleurs toujours été traversée de multiples lignes de fractures, notamment entre *hardliners* et *softliners*, et entre civils et (para)militaires, et plusieurs tentatives de coup d'État ont eu lieu depuis 1989. Le président avait cependant pu jusque-là les manipuler et en tirer profit selon la logique classique du « diviser pour mieux régner ». En outre, plus d'un allié a rejoint l'opposition pour mieux revenir, démontrant combien le maintien de cette coalition dépendait avant tout de la capacité à acheter les loyautés.

La fenêtre d'opportunité qui s'ouvre fin 2018 n'aurait toutefois pu être saisie par les manifestants sans l'existence préalable d'une capacité de mobilisation et d'organisation dans un contexte pourtant extrêmement répressif. Celle-ci transparaît dans la multiplication d'événements de contestation localisée, les mois et années précédant le 19 décembre : médecins en grève à El Obeid en août 2018, manifestations contre les coupures d'eau à Port Soudan en juin 2018, appel à la grève générale fin 2016... Il est ainsi nécessaire de replacer les mobilisations de 2018/2019 dans une histoire longue de la contestation au Soudan¹¹. Le pays a connu plusieurs moments révolutionnaires avant et après l'indépendance – en 1883, 1924, 1964 et 1985. Cet héritage fournit un répertoire symbolique et des modèles d'action politique que les manifestants mobilisent. De même, la mise en place de comités révolutionnaires au niveau local, et le rôle central joué

10. La répression à Khartoum avait alors fait environ 200 morts en deux jours.

11. Sur ce sujet, voir C. Deshayes, « Lutter et contester en ville au Soudan (2009-2018) », Note d'analyse 6, Observatoire de l'Afrique de l'Est, CERI, octobre 2018, disponible sur : <www.sciencespo.fr>.

dans la coordination du mouvement par l'Association des professionnels soudanais (SPA), une coalition de syndicats d'opposition, met en évidence l'importance de l'héritage communiste et syndicaliste du Soudan, et de la transmission de pratiques contestataires au fil des décennies, en dépit de l'écrasement des organisations formelles par le régime.



Le Soudan et ses régions

Les acteurs de la révolution

Des premières mobilisations à la transition actuelle, trois grandes catégories d'acteurs sont au cœur de la révolution soudanaise : l'appareil sécuritaire, l'opposition, et le mouvement islamiste.

Le coup d'État du 11 avril apparaît comme le résultat d'une alliance entre les trois principales institutions qui constituent alors l'appareil

sécuritaire du régime : l'armée régulière, les RSF et le NISS. Cette coalition aurait bénéficié du soutien des puissants voisins égyptiens, émiratis et saoudiens¹². Les deux hommes qui s'emparent du pouvoir après le coup d'État, le général Abdel Fattah al-Burhan, chef d'état-major de l'armée de Terre, et Mohammed Hamdan Danglo dit Hemeti, à la tête des RSF, ont d'ailleurs collaboré dans l'organisation du soutien soudanais à la coalition saoudienne au Yémen, où les RSF forment la majeure partie des troupes déployées. Tous deux écartent rapidement le NISS du pouvoir, le plaçant sous la tutelle de l'armée, et deviennent numéros un et deux du CMT puis du Conseil souverain, l'institution civilo-militaire instaurée par le document constitutionnel.

C'est cependant Hemeti, le plus connu des deux, qui s'impose comme le nouvel homme fort du pays. Formellement créée en 2013, la force qu'il dirige est en fait une réorganisation des milices Janjaweed dont il avait la tête, et qui agissaient pour le compte du gouvernement durant la guerre civile au Darfour (2003-2011). Rapatriées à Khartoum en 2013, ces troupes jouent cette année-là un rôle central dans la répression des mobilisations, et deviennent un outil de la répression politique du régime en son centre¹³. Après les élections de 2015, Hemeti obtient la nomination de certains proches à des postes-clés du régime¹⁴, mais ses relations avec les membres du National Congress Party (NCP) sont parfois tendues. Il déclare ainsi publiquement en 2018 qu'Ahmed Haroun, figure historique du régime nommé à la tête du NCP par Béchir en mars 2019, devrait être en prison plutôt qu'au gouvernement. Ses relations avec l'armée sont également ambiguës, puisque si les RSF lui sont formellement intégrées en 2017, elles conservent une large autonomie. La question de leurs fonctions exactes dans le Soudan post-Béchir reste aujourd'hui entière, le document constitutionnel énonçant simplement que «les forces armées et les RSF sont l'institution militaire nationale qui préserve l'unité et la souveraineté de la Nation¹⁵».

Du côté de l'opposition qui se trouve aujourd'hui en position de pouvoir, trois types d'acteurs collaborent non sans difficultés : les organisations syndicales regroupées au sein de la Sudanese Professionals Association (SPA),

12. K. Abdelaziz *et al.*, «Abandoned by the UAE, Sudan's Bashir Was Destined to Fall», Reuters, 3 juillet 2019, disponible sur : <www.reuters.com>.

13. Le terme fait ici référence aux régions riveraines de la vallée du Nil au nord et au sud de Khartoum, dont proviennent historiquement la majeure partie des élites soudanaises et qui domine politiquement, économiquement et culturellement le reste du pays.

14. E. Ali Hamid et A. Hussain Adam, «Bashir's Autocratic Regime Is Fighting for Its Survival», *African Arguments*, 17 juillet 2015, disponible sur : <<https://africanarguments.org>>.

15. Draft Constitutional Charter for the 2019 Transitional Period, trad. par International Institute for Democracy and Electoral Assistance, 2019, p. 12. Traduction de l'auteur, disponible sur : <<http://constitutionnet.org>>.

les partis politiques classiques, et enfin les groupes rebelles. La SPA a rapidement émergé comme l'un des acteurs centraux de la contestation. Si cette dernière était largement spontanée, et que de nombreuses initiatives se sont développées localement au niveau des quartiers, la SPA a joué un rôle de coordination au niveau national, en fixant le calendrier et les parcours des manifestations¹⁶. Il s'agit d'une organisation non partisane fondée en 2016, qui regroupe un ensemble de structures syndicales d'opposition et dont le cœur est constitué par le Comité central des médecins soudanais, le Réseau des journalistes soudanais et l'Alliance démocratique des avocats¹⁷.

Si quelques figures importantes de la SPA émergent comme porte-paroles durant le mouvement, la majeure partie des membres reste dans l'anonymat, signe d'une organisation rompue à l'exercice de la clandestinité et dans laquelle se trouvent des opposants expérimentés. Son émergence comme leader de la contestation découle ainsi en partie de cette capacité à échapper à une répression touchant dès le début du mouvement les activistes qui avaient contribué aux mouvements politiques apparus au début de la décennie, *Girifna* et *Sudan Change Now*. Elle met également en évidence la manière dont les partis politiques classiques, qui souffrent d'un déficit de popularité en particulier auprès de la jeunesse, ont dans un premier temps été dépassés par les événements. Une alliance formelle est toutefois conclue le 1^{er} janvier avec la signature de la Déclaration des forces

Les partis politiques classiques ont été dépassés par les événements

pour la liberté et le changement par la SPA, les partis d'opposition, plusieurs organisations de la société civile et les groupes rebelles appartenant à l'organisation du *Sudan Call*. Ces derniers sont restés relativement discrets au cours des manifestations, affirmant ainsi vouloir éviter de délégitimer un mouvement pacifique en y incluant de façon trop ostensible des acteurs usant de la violence, et laissant donc l'opposition civile mener les négociations avec les militaires après le coup d'État. Les principaux groupes rebelles sont le Sudan People's Liberation Movement-North (SPLM-N), une branche du groupe rebelle sudiste restée combattre au Soudan après l'indépendance du Sud, et les groupes darfouris du Sudan Liberation Movement dirigé par Minni Minnawi (SLM-MM), du Justice and Equality Movement (JEM) et du SLM dirigé par Abdelwahid al-Nour (SLM-AW). Le SPLM-N, le SLM-MM et le JEM sont réunis au sein du Front révolutionnaire soudanais (SRF).

16. J.-N. Bach, « Ramadan de Sang », *op. cit.*, p. 13.

17. M. EL-Gizouli, « Class Dynamics, Dissemination of the Sudanese Uprising », dans « À bas le gouvernement des voleurs ! », dossier Noria Research, 1^{er} janvier 2019, disponible sur : <www.noria-research.com>.

Enfin, une dernière catégorie d'acteurs doit être prise en considération : les différents partis qui constituent la mouvance islamiste au Soudan, celle-ci ne se confondant pas avec le NCP. C'est ce parti, et en particulier ses membres civils, qui apparaît naturellement comme le grand perdant de la révolution. Les personnalités les plus importantes qui ont été emprisonnées sont, outre Omar el-Béchir, des dignitaires du parti tels Ahmed Haroun, Ali Osman Taha, ou encore Nafie Ali Nafie. Tous trois furent des compagnons de la première heure du projet islamiste, membres du FNI ayant participé à la mise en place du régime. Leur sort diffère de celui réservé aux militaires affiliés au NCP, tel le général Awad Ibn Ouf qui a pris la tête du CMT durant ses premières 24 heures avant d'être écarté du fait de sa trop grande proximité avec l'ancien régime, et qui a simplement été mis à la retraite.

Les autres composantes majeures du mouvement islamiste, le Parti du Congrès populaire (PCP) fondé par Tourabi en 2000, et le parti *Reform Now* de Ghazi Salaheddin né en 2013 d'une scission du NCP, font également partie des exclus de la transition du fait de leur statut de partis d'opposition cooptés. En effet, s'ils se sont tous deux constitués dans un premier temps contre le NCP, le PCP rejoignant même les Forces du consensus national, une coalition de partis d'opposition lancée en 2010, ils ont cependant participé au processus du Dialogue national. Lancé par le régime en 2014, le Dialogue est dénoncé par l'opposition comme une mascarade, une stratégie de cooptation et de décompression autoritaire visant à perpétuer la domination du NCP. Au début des manifestations, le PCP a réitéré son soutien au processus du Dialogue national et à ses conclusions, avant de tenter peu avant le coup d'État, de se placer dans une position intermédiaire entre pouvoir et opposition. Ces partis ont ainsi entretenu une position ambiguë et sont perçus par nombre de Soudanais comme historiquement liés à l'ancien régime.

Les enjeux d'une transition aux multiples facettes

Les deux dimensions de la transition au Soudan – post-autoritaire et post-conflit – sont étroitement liées, car la démocratisation du pays ne peut s'inscrire dans la durée sans une transformation radicale de la structure même de l'État.

Basée sur des relations inégalitaires d'exploitation entre le centre et les périphéries, cette structure est l'un des facteurs explicatifs des nombreuses guerres civiles que le pays a connu dans les périphéries. L'intégration des élites issues de ces régions et des mouvements rebelles à la transition est donc l'une des clés de cette transformation, et un enjeu que la mobilisation a mis au premier plan avec l'apparition du slogan « Nous sommes tous des Darfouris », ou avec les prises de parole dénonçant les crimes commis par le régime au Darfour, dans les Mont Noubas et le Nil Bleu lors du *sit-in*.

Le document constitutionnel n'aborde cependant pas cette question dans la composition des nouvelles institutions de l'exécutif, le Conseil souverain (CS) et le gouvernement, mais il apparaît, dans les faits, qu'elle a bien été prise en considération. Les membres civils du CS, nommés par les Forces pour la liberté et le changement (FLC), ont ainsi été désignés dans les médias comme représentant les différentes régions du pays, tandis que le nouveau Premier ministre Abdallah Hamdok a expliqué le retard pris au début du mois de septembre dans la formation du gouvernement par la sous-représentation des femmes et des régions dans les listes de noms proposées par les FLC. Cette forme de *power-sharing* qui ne dit pas son nom ne va pas sans poser problème car elle entretient le flou autour des procédures et des critères exacts de sélection.

Les négociations avec les rebelles sont la priorité des six premiers mois de la transition. Ceux-ci ont vivement critiqué le document constitutionnel, arguant du fait qu'il n'incluait pas les termes de l'accord d'Addis-Abeba signé par les FLC et le SRF en juillet 2019. Les rebelles considéraient par ailleurs que les dispositions des futurs accords de paix devaient primer

Les rebelles ont vivement critiqué le document constitutionnel

sur la constitution transitionnelle, ce que refusaient les FLC. Se considérant marginalisés lors des négociations et de la formation des nouvelles institutions, les rebelles ont également critiqué la domination dans les FLC d'élites originaires des régions riveraines, et rejettent l'idée d'un gouvernement technocratique, considérant que l'utilisation du critère de la compétence permet en fait d'exclure les populations marginalisées¹⁸.

Un autre obstacle à la mise en place d'une paix durable est la tendance à la fragmentation des groupes rebelles, qui multiplie d'autant le nombre de *spoilers* potentiels, c'est-à-dire d'acteurs capables de recourir à la violence pour entraver le déroulement de la paix s'ils estiment qu'elle menace leur pouvoir, leur conception du monde ou leurs intérêts¹⁹. Le *Sudan Liberation Movement – Abdul Wahid* (SLM-AW) refuse par ailleurs de prendre part aux négociations, ne reconnaissant pas la légitimité des nouvelles institutions étant donné le maintien en leur sein des militaires, et notamment d'éléments liés à l'ancien régime. Malgré ces divergences, le Premier ministre et Hemeti ont rencontré en septembre à Juba une délégation du SRF et signé la Déclaration de principe de Juba, qui pose les bases pour de futures discussions devant avoir lieu d'ici fin 2019.

18. «Four Darfur Armed Movements to Enter Peace Negotiations Together», Radio Dabanga, 2 septembre 2019, disponible sur : <www.dabangasudan.org>.

19. S. Stedman, «Spoiler Problems in Peace Processes», *International Security*, vol. 22, n° 2, 1997, p. 5.

La question de la dimension inclusive de la transition ne concerne cependant pas seulement les rebelles ; elle touche également le mouvement islamiste, dont la place dans le Soudan post-Ingaz est à repenser. Celui-ci a été accusé par les FLC de recourir au sabotage et à la violence pour faire échouer la transition²⁰. Le CMT avait d'ailleurs déclaré avoir déjoué cinq tentatives de coup d'État, dont l'un orchestré par un officier de haut rang fidèle aux islamistes²¹. Cette question de l'inclusion des islamistes ne se pose en outre pas uniquement au niveau des partis politiques : elle concerne également les administrations publiques dans lesquelles se trouvent de nombreux membres du NCP. Le gouvernement a affirmé qu'il n'y aurait pas de revanche, mais des purges ont toutefois eu lieu, notamment dans l'armée et les universités. L'enjeu est ici d'identifier les individus devant être purgés – et donc de prendre en considération les multiples motivations ayant poussé certains à adhérer au NCP –, de ne pas susciter une rancune qui en ferait des éléments déstabilisateurs, et enfin de satisfaire les demandes de justice émanant de la population. Or, ces deux derniers éléments entrent aisément en conflit, d'autant plus lorsque des acteurs répressifs de l'ancien régime se trouvent au pouvoir.

Cela nous amène au défi majeur de la transition : écarter définitivement les militaires du politique. Ce n'est ici pas uniquement leur ancrage actuel au cœur du pouvoir qui pose problème, mais également le rôle croissant que l'Ingaz a donné à l'appareil sécuritaire dans le secteur économique²². Si le pouvoir économique de l'armée réside dans ses liens avec un certain nombre d'entreprises, dans des domaines aussi variés que l'aviation, la pharmaceutique ou encore la construction, celui de Hemeti repose sur son contrôle de mines d'or au Darfour, sa contribution à la coalition saoudienne, et le trafic de migrants à la frontière libyenne²³. C'est sa richesse personnelle qui lui permet d'entretenir une milice qui recrute aujourd'hui parmi ses anciennes victimes du Darfour, et dont la puissance menaçante garantit sa place au cœur du pouvoir. La menace est d'autant plus présente que le chiffre exact des effectifs des RSF reste débattu : alors qu'un rapport du *Small Arms Survey* donnait une estimation de 10 000 à 20 000 hommes

20. «Sudanese Congress Says Islamists Prepare to Pounce On Transitional Authority», *Sudan Tribune*, 7 octobre 2019, disponible sur : <www.sudantribune.com>.

21. M. Assal, «Bashir Is In Jail, but where Are The Sudanese Islamists?», Chr. Michelsen Institute, 28 août 2019, disponible sur : <www.cmi.no>.

22. A. El-Battahani, «The Sudan Armed Forces and Prospects of Change», CMI Insight, 2016 ; A.-L. Mahé, «L'appareil sécuritaire et la transition politique au Soudan», note 75, Institut de recherche stratégique de l'École militaire, 5 septembre 2019, disponible sur : <www.irsem.fr>.

23. J. Tubiana, «The Man Who Terrorized Darfur Is Leading Sudan's Supposed Transition», *Foreign Policy*, 14 mai 2019, disponible sur : <<https://foreignpolicy.com>>.

fin 2016²⁴, Jean-Nicolas Bach – coordonnateur du Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales à Khartoum – évalue le nombre de ses combattants entre 40 000 et 50 000²⁵.

Le Soudan et ses dirigeants se trouvent aujourd'hui face à une fenêtre d'opportunité qui offre la possibilité de construire ce «Nouveau Soudan» pensé par John Garang, fondateur et chef du Sudan People's Liberation Movement (SPLM) jusqu'à sa mort soudaine en 2005. Il s'agit d'un Soudan où l'identité nationale est inclusive, et non liée à l'arabité ou l'islamité, sans marginalisation ni discrimination des populations issues des périphéries.

Une telle opportunité était déjà présente en 1964 et 1985, mais elle n'avait pas été saisie. La présence de représentants des périphéries, ainsi que la nomination de plusieurs femmes à des postes importants au sein des institutions de transition, démontrent une volonté d'inclure les populations marginalisées, mais c'est un optimisme prudent qui domine aujourd'hui. L'importance de Hemeti éclaire d'ailleurs d'un jour nouveau cette question : pour certains, y compris parmi les populations darfouries qui furent ses victimes, sa présence est justement le signe d'une prise de pouvoir des périphéries. Pour d'autres, en particulier les victimes de la violente dispersion du *sit-in* qui aurait fait une centaine de morts²⁶, sa présence au cœur du pouvoir fait obstacle à la mise en place d'une véritable justice transitionnelle, condition d'un démantèlement total de l'ancien régime.



Mots clés

Soudan
Omar el-Béchir
Transition démocratique
Darfour

24. «Remote Control Breakdown. Sudanese Paramilitary Forces and pro-Government Militias, HSBA for Sudan and South Sudan», *Small Arms Survey*, avril 2017, disponible sur : <www.smallarmssurveysudan.org>.

25. J.-N. Bach, «Ramadan de Sang», *op.cit.*, p. 34

26. K. Khadder et J. Hollingsworth, «Sudan Death Toll Rises to 100 as Bodies Found in Nile, Say Doctors», 5 juin 2019, disponible sur : <<https://edition.cnn.com>>.